

Syriza, une aubaine pour l'Europe ?

26.01.2015 à
10h15

Abonnez-vous
à partir de 1 € [Réagir](#) [Classer](#)

Partager facebook google + linkedin pinterest



Par Thomas Coutrot (économiste, porte-parole d'ATTAC) et Pierre Khalifa (économiste, coprésident de la Fondation Copernic)

La victoire de Syriza aux élections législatives en Grèce suscite déjà deux types de réactions chez les tenants des politiques d'austérité en Europe.

La première, utilisée avant l'élection pour [intimider](#) les électeurs grecs, est d'annoncer le chaos. Elle a échoué mais on s'emploie désormais à [organiser](#) ce scénario. La méfiance des propriétaires de capitaux va [propulser](#) à nouveau vers le haut les taux d'intérêt sur les emprunts grecs, et le FMI a décidé avant même la victoire de Syriza de [suspendre](#) son aide financière à la Grèce. Une [aide](#) qui, rappelons-le, s'adresse moins au peuple grec qu'aux créanciers du pays, puisque cet argent sert à [payer](#) les intérêts d'une dette largement illégitime, provoquée par des années de fraude fiscale des plus riches et de dépenses publiques somptuaires et inutiles.

On pourrait d'ailleurs [rétorquer](#) qu'en matière de chaos, les Grecs ne risquent plus grand-chose. Après cinq années d'une purge sociale d'une violence inouïe, le PIB de la Grèce a reculé de 25 %, le chômage et la pauvreté ont explosé, la classe [politique](#) traditionnelle est plus corrompue que jamais et le pays subit une profonde crise humanitaire. Au lieu de [faire baisser](#) la dette publique, les politiques d'austérité l'ont fait [passer](#) de 120 % du PIB en 2010 à 174 % en 2014, et ce malgré une trop timide restructuration en mars 2012.

LES DIKTATS DE LA TROÏKA

La seconde réaction se veut plus subtile. On nous explique que Syriza ne pourra pas **appliquer** son programme. Certes, Alexis Tsipras essayera de **négoier** une restructuration de la dette, que refusent aujourd'hui les institutions européennes. Mais coincé par les traités européens qui imposent un équilibre budgétaire, ainsi que par la nécessité de **préserver** le financement du pays et donc de **complaire** aux **marchés financiers**, le nouveau gouvernement grec devra **continuer** à **subir** les diktats de la Troïka et **abandonner** son **projet** de relance économique et de transformation du pays.

Cette analyse s'appuie sur une réalité incontestable. Il n'y a pas d'avenir pour la Grèce avec les modalités actuelles de fonctionnement de l'**Union européenne**. Les traités et les directives qui en sont issues ont constitutionnalisé les politiques d'austérité afin de **museler** la souveraineté populaire, d'empêcher tout débat démocratique réel et d'exclure tout pas de côté par rapport aux exigences – elles-mêmes absurdes et contradictoires - des marchés financiers. Les politiques économiques se réduisent à appliquer une série de normes, impératifs catégoriques sur lesquels les peuples n'ont rien à **dire**.

Cependant, l'échec de cette logique stupide est tel que la Banque centrale européenne a été contrainte par les faits de s'en **affranchir** en partie, depuis 2012, en rachetant massivement sur le marché secondaire les titres des pays en difficulté (susitant ainsi la fureur de la Bundesbank, gardienne de l'esprit des traités). Nouveau pas en avant, Mario Draghi vient d'annoncer, à la grande joie des marchés financiers, que face à la menace déflationniste, la BCE va **inonder** les banques de liquidités en leur rachetant des obligations de tous les États de la zone euro pour un montant de 60 milliards d'euros par mois.

Mais si l'étau des politiques d'austérité n'est pas desserré, ces liquidités ne feront rien pour l'économie réelle et tout pour **gonfler** encore la bulle financière.

DÉSObÉIR AUX RÈGLES EUROPÉENNES

Tout gouvernement voulant **rompre** avec les politiques d'austérité, comme Syriza l'a promis, devra **engager** un bras de fer avec les institutions européennes et **assumer** un rapport de force au sein de l'Union. Il s'agit d'obtenir à court terme un allègement substantiel de la dette publique et un ballon d'oxygène monétaire pour la Grèce. Si les négociations déclenchées par Syriza ne débouchent pas, ce qui est fort probable dans un premier temps, la Grèce devra se **donner** les moyens de **désobéir** aux règles européennes afin de **prendre** les mesures unilatérales nécessaires pour **améliorer** rapidement la vie de sa **population**.

La **politique** monétaire, qui jouera un rôle décisif, est un bon exemple pour **illustrer** cette approche. Syriza refuse à juste **titre** une sortie de l'euro, qui aggraverait la guerre économique en Europe. Mais cela ne signifie pas qu'il faille **accepter** de **rester** pieds et poings liés par les règles et pratiques actuelles de la zone euro, calibrées pour **garanti** l'emprise des marchés financiers. Un établissement financier public, créé ou pas à cet effet, pourrait **demander** tout à fait légalement (article 123-2 du Traité de Lisbonne) un prêt auprès de la Banque centrale européenne afin de **financer** les investissements publics nécessaires pour **remettre** le pays en état de marche sans passer par les banques privées.

Quant aux liquidités fournies aux banques par le nouveau plan Draghi - plus d'un milliard d'euros par mois pour la Grèce - les Banques centrales nationales, comme l'a voulu Angela Merkel, seront responsables financièrement de leur éventuel mauvais usage : la Banque de Grèce pourrait s'assurer de leur utilité en les « fléchant » vers des projets d'investissements pour l'**emploi** et la transition écologique. La BCE aurait du mal à **protester**, alors même qu'elle a arrosé de liquidités sans aucunes retenue ni conditions les banques européennes depuis trois ans.

Si la BCE refusait ces mesures, au mépris des traités européens, alors la Banque centrale grecque aurait toute légitimité pour **invoquer** un cas de force majeure et désobéir elle aussi aux traités, en prêtant elle-même directement à l'établissement public et en imposant un contrôle aux banques privées sur l'utilisation des fonds du plan Draghi.

NOTRE SORT SE JOUE AUSSI EN GRÈCE

La victoire de Syriza pourrait donc **accélérer** fortement la remise en cause des règles obsolètes et insoutenables de la zone euro. Celle-ci ne survivra que si l'euro est mis au service du développement de l'emploi et de la transition écologique européenne. Les changements nécessaires – idéologiques et institutionnels - sont si

profonds qu'ils ne pourront se **produire** qu'au prix d'une crise politique majeure de l'Union. Le changement politique en Grèce peut **déclencher** cette crise salutaire.

Mais tout dépendra de la capacité des citoyen(ne)s de l'Union européenne à se **mobiliser** pour **empêcher** que la Grèce soit étouffée. Il ne s'agit pas simplement de solidarité avec le peuple grec, mais du fait que notre sort se joue aussi en Grèce. La montée de l'extrême droite en Europe se nourrit de la guerre sociale menée pour appliquer les politiques néolibérales. Le choix n'est pas entre les politiques actuelles ou le repli nationaliste et xénophobe : pour **sauver** l'Europe il faut **ouvrir** d'autres voies. Il est de notre responsabilité de citoyens européens de les **défricher** avec nos amis grecs.